

Lettre commune : pour l'interopérabilité des grandes plateformes en ligne

Nous, défenseurs d'un Internet libre et ouvert, appelons le législateur à agir pour que les grandes plateformes deviennent interopérables avec les autres services Internet.

L'interopérabilité garantit à tout le monde de ne pas se trouver captif d'une plateforme : de pouvoir librement la quitter, sans perdre ses liens sociaux, et de continuer à communiquer avec ses contacts. L'interopérabilité permet à quiconque de lire depuis un service A les contenus diffusés par ses contacts sur un service B, et d'y répondre comme s'il y était.

Des services comme Facebook, Twitter et Youtube tiennent leur pouvoir du nombre élevé d'utilisateurs qu'ils ont rendu captifs : ce grand nombre incite d'autres personnes à rejoindre leur service, et leur captivité permet de leur imposer une surveillance constante à des fins publicitaires. Aujourd'hui, beaucoup d'utilisateurs souhaiteraient y échapper mais sont contraints d'y rester sous peine de perdre le contact avec leurs relations.

Pourtant, en dehors de ces plateformes, des services interopérables réunissent déjà des millions de personnes (Mastodon, Diaspora, PeerTube...), notamment via le protocole d'interopérabilité ActivityPub publié par le W3C en 2018. Ces réseaux décentralisés sont co-hébergés par une multitude d'acteurs distribuant largement les coûts entre eux, ce qui contribue à l'émergence de modèles économiques bien plus respectueux des libertés que celui de la publicité ciblée.

Migrer vers ces services permettrait aussi d'échapper à l'environnement toxique entretenu sur Facebook, Youtube ou Twitter. Ces géants favorisent la diffusion des contenus qui maintiennent au mieux notre attention, souvent les plus anxiogènes ou caricaturaux. À l'opposé de la voie prise par les récentes lois de censure, il ne faut pas espérer que ces plateformes puissent efficacement lutter contre la diffusion de propos haineux, trompeurs ou dangereux, car leur modèle économique, au contraire, renforce cette diffusion.

Il est urgent de permettre à toute personne d'échapper à la surveillance et à la toxicité de ces grandes plateformes en rejoignant des services libres, décentralisés et à taille humaine sans conséquences nocives sur ses liens sociaux. La loi doit imposer cette interopérabilité.